



Pour l'emploi, les salaires, les services publics et les retraites, manifestons massivement le 1^{er} Mai

En 2010, le chômage continue d'augmenter. Dans le secteur privé comme dans le secteur public, beaucoup de salariés connaissent des situations difficiles. Pour une partie d'entre eux, les effets de la crise continuent à se faire sentir durement.

La sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux.

Cela nécessite notamment une plus juste répartition des richesses et la réduction des inégalités.

Donner la priorité à l'emploi

Les suppressions d'emplois publics ainsi que les réorganisations forcées décidées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) provoquent une dégradation des conditions de travail et des difficultés grandissantes pour assurer les missions de service public. Il faut stopper cette politique aveugle de suppressions d'emploi, le recours aux emplois précaires et la RGPP.

Améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

Côté rémunérations, le gouvernement a privilégié le recours aux heures supplémentaires, le rachat des jours épargnés sur les comptes épargne temps, au risque d'accroître encore les inégalités. Les mesures générales sont restées en deçà de l'inflation.

La FSU revendique le rattrapage de la valeur du point d'indice de la Fonction publique sur les prix et une véritable reconstruction de la grille. Des mesures immédiates doivent être prises : augmentation de 9% de la valeur du point, attribution de 50 points additionnels et porter le minimum de rémunération à 1600euros nets.

Les pensions de retraite doivent être revalorisées au-delà des évaluations mesquines des pouvoirs publics.

L'avenir des retraites : un choix de société

Scénarios catastrophes et manipulation viennent gonfler artificiellement les besoins de financement des régimes de retraite évalués par le COR, que gouvernement et patronat ne manqueront pas d'instrumentaliser pour présenter comme inévitables un report de l'âge légal et un allongement de la durée de cotisation. Les comparaisons vont fleurir avec pour seul programme de tirer toutes les situations vers le bas.

Pour la FSU, les futurs retraités n'ont pas à payer la facture d'une crise économique qu'ils paient déjà au prix fort en tant que salariés. Le financement des retraites n'est pas un luxe inaccessible que notre pays ne pourrait s'offrir ! Si toutes les pistes sont sur la table, c'est de l'augmentation des cotisations, de l'élargissement de leur assiette, de la contribution de tous les revenus qu'il faut débattre.

Consolider notre système par répartition, défendre le principe d'un salaire continué et socialisé, supposent avant tout de revenir sur les inégalités que les dernières réformes ont produites. Cela implique de prendre en compte au titre de la durée d'assurance les périodes d'études, de formation et de recherche d'emploi. Cela suppose, plus fondamentalement, de reconquérir une partie des richesses produites par le travail. C'est bien d'un choix de société qu'il s'agit.

Samedi 1er Mai à Charleville-Mézières

10h30 : Rassemblement Place NEVERS à l'appel des organisations syndicales

CFDT – CGT – FSU – SOLIDAIRES – UNSA

Manifestation jusqu'à l'Espace André Lebon (rue de l'église)